



GUIDE POUR LE COMPTE RENDU



1/ Présentation de l'initiative

Organisateur(s) : [ASDER](#)

Intitulé de l'évènement : [Table ronde transition énergétique et emplois](#)

Date et Lieu : le 5 mai 2018 à Chambéry

Forme de l'initiative : [Table ronde](#)

2/ Déroulement

Le débat public a-t-il été présenté pendant l'initiative ? Les participants ont-ils eu accès au dossier du maître d'ouvrage et au rapport du CESE ? Le message du ministre et la petite vidéo de présentation de la Commission ont-ils été diffusés ? Le questionnaire a-t-il été distribué et combien ont été recueillis à la sortie ? Quels autres documents ont été distribués ?

[La petite vidéo de présentation du débat public pour la PPE a été présentée. Les questionnaires distribués et 65 recueillis à la sortie.](#)

Interventions, parole à la salle, synthèses, conclusions

Qualité des intervenants : fonctions et qualités. L'Etat avait-il des représentants dans la salle et ont-ils répondu à des questions ?

[Table ronde présidée et introduite par Anne Rialhe, présidente de l'ASDER, gérante fondatrice du bureau d'études AERE \(spécialiste des questions de planification énergétique et en charge par l'ADEME du déploiement du label Cit'ergie\).](#)

[Animation : Philippe Rocher – Métrol](#)

Toutes les informations sur ppe.debatpublic.fr

Intervenants :

Baptiste ARNAUD, Transitions

Jérôme Chardon, bureau d'étude Akoé

Gary Germany, entreprise Rosaz Energie,

Jacques PALLAS, maire de St-Georges/Arnon (36)

Luc BERTHOUD, Vice-Président Développement Durable Grand Chambéry.

Françoise ROLLAND, Maison de l'emploi du Grand Lyon.

Marina FERRARI, INES-plateforme formation évaluation

Laure VORON, ASDER.

Chaque intervenant a apporté son retour d'expérience et sa vision pendant 5-10 minutes chacun, puis ils ont réagi les uns aux autres et avec la salle. L'animateur distribuait la parole et relançait le public en insistant régulièrement sur le cadre du débat public et en incitant à remplir le questionnaire.

Combien de personnes étaient présentes : élus, entreprises, associations, grand public, etc.) ?

Plus de 150 présents. Elus, entreprises.

De nombreux anciens stagiaires du centre de formation ASDER car évènement organisé à l'occasion des 30 ans de nos formations. Ils sont aujourd'hui en activité dans les collectivités locales, les associations type agence locale de l'énergie, les bureaux d'étude, les entreprises de travaux d'installation/maintenance ou encore la distribution de matériaux et matériels.

Etaient également présents des adhérents de l'ASDER, citoyens engagés pour la transition énergétique et pour certains professionnels (bureaux d'étude, architectes, etc.) ou élus locaux. L'animateur a recensé à main levée le nombre d'élus qui s'élevait à 7-8 personnes.

Comment la salle était-elle disposée ?

Les intervenants étaient sur des tables mange-debout, deux par table, avec une disposition en arc de cercle face au public. Public sur des chaises en disposition classique.

Combien de participants se sont exprimés ? Par écrit ou par oral ? Par internet ?

Par oral : une vingtaine de personnes se sont exprimées

Par écrit : 65 personnes ont rendu les questionnaires qui étaient disposées sur les chaises.

Ambiance générale : Un questionnaire de satisfaction a-t-il été distribué ? Quelques points de vue de participants ont-ils été recueillis à la sortie ?

Pas de questionnaire de satisfaction mais la table ronde a duré plus de 2h30 et les participants sont tous restés jusqu'au bout.

Joindre les documents de communication, flyers, invitations, revue de presse, photographies, enregistrements audio ou vidéo de l'évènement

Lien sur lequel on peut trouver des informations sur l'évènement

Les documents ne communiquent pas sur la labellisation car celle-ci a été demandée tardivement et obtenue seulement la veille.

3/ Contenu des échanges

Les échanges ont-ils porté :

Sur des questions thématiques et sectorielles ? (exemple : méthane, efficacité énergétique, réglementation sur les éoliennes, fiscalité écologique) Sur des questions plus locales ? (Exemples : un réseau de chaleur, le carburant d'une flotte de véhicules, des réalisations exemplaires ?)

Quelles ont été ces questions ? Sur chacune, quels ont été les points de vue exprimés ? Quelles sont celles qui semblaient faire consensus ou dissensus ? Quelles sont celles sur lesquelles vous avez senti une majorité claire ? Un certain équilibre entre les participants ? Une tension forte ? Avez-vous noté une (ou plusieurs) intervention(s) particulièrement marquante(s) ? (citations)

Le titre de la table ronde était : « Transition énergétique, créatrice d'emplois ? »

5 questions ont été posées pour aborder le sujet.

Qu'en disent les experts ?

Qu'en pensent les entreprises ?

Quels enjeux et actions possible pour les territoires ?

Comment réagissent les institutions du marché de l'emploi ?

Que proposent les organismes de formations pour répondre aux enjeux de l'emploi ?

COMPRENDRE : Où en est-on au sujet de l'emploi ?

Baptiste Arnaud du bureau d'étude Transitions : Quelles études ont été réalisées ?

Faire rimer transition énergétique et développement économique des territoires doit être une priorité. Le bureau d'étude Transitions a travaillé sur la facture énergétique d'un territoire (exemple pour Grand Chambéry : facture de 300 M€/an dont 270 M€ hors du territoire)

Sur l'emploi : quelle traduction de cette volonté de relocalisation économique ?

Plusieurs études ont été menées au niveau national et international (intégrant les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et notamment la rénovation énergétique)

Certaines de ces études sont biaisées car elles comparent les solutions techniques de maturités différentes en prenant un ratio d'emploi/GWh produit. On a alors une prime aux solutions techniques les plus coûteuses, les moins matures : par exemple une route solaire aura un impact en emploi important mais un coût également très important.

Les études doivent comparer l'impact en emploi pour un même investissement dans la filière. Cela donne une meilleure comparaison de la création d'emploi par filière.

Plusieurs études ont été réalisées, celle du bureau d'étude INUMERY, l'étude OFCE du CIREC.... L'étude de Philippe Quirion qui a traduit le scénario négaWatt en impact en emploi. Le scénario négaWatt créerait d'ici 2030, 400 000 emplois par rapport au tendanciel.

1 M€ investi dans :

le raffinage de pétrole = 2 ETP,

la production d'électricité nucléaire = 6 ETP,

la production d'électricité éolienne ou photovoltaïque = 13-14 ETP,

dans le bâtiment et la rénovation = 16 ETP

On a bien un contenu en emplois plus important dans les solutions de transition énergétique.

Il s'agit pour ces chiffres-là, d'emplois directs et indirects mais sans les emplois induits. En effet, les études s'intéressent aux emplois directs (production, maintenance...), mais aussi indirects (l'ensemble de la chaîne de valeur de tous ces produits), et induits (induits par la consommation des emplois directs et indirects sur les autres branches de l'économie), ainsi qu'à la destruction d'emploi (fermeture des centrales à charbon,...).

Par exemple la fermeture de Fessenheim aura un impact sur le territoire, la transition doit être

écologique et sociale et cela doit être abordée à l'échelle territoriale : **la TE se fera par les territoires.**

Quels outils pour les territoires ? Plusieurs existent.

Des travaux ont été menés pour calculer l'impact en emploi de la TE sur les territoires TEPOS. Cela a donné lieu à l'établissement de monographies économiques sur des territoires tests publiés début 2017 grâce à l'ADEME : 2 filières ont été étudiées: la rénovation énergétique du bâti (avec la Cellule Economique Rhône Alpes) et le bois énergie (avec la FIBRA- fédération forêt-bois Rhône-Alpes).

Par ailleurs, il existe l'Outil Tête : Outil développé par le RAC et l'ADEME et réalisé par Philippe Quirion. Il aborde une approche plus large et est applicable à la réalité des territoires. La méthodologie repose sur des données INSEE de réalité économique, sur le croisement des branches d'activité économique. Des coefficients de localisation permettant de donner des résultats territorialisés. 99 branches économiques sont prises en compte dans cet outil.

L'agence Auvergne Rhône Alpes Energie Environnement (AURAE) avec Pierrick Yalamas développe un outil comparable permettant de fournir des données propres au territoire sur des méthodologies très solides.

Tous ces outils sont directement appropriables par les acteurs du territoire. On essaye de travailler avec les acteurs du territoire qui s'engagent pour la transition énergétique et qui ont besoin de convaincre. Ces outils sont disponibles : test de l'outil Tête actuellement sur Annecy Chambéry Bauges...

Conclusion : Utilisez ces outils. Servez-vous en pour construire des argumentaires en faveur des projets de TE.

Pour aller plus loin :

Dernières éditions de l'étude de l'ADEME sur les marchés et emplois liés à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables :

- Efficacité énergétique dans le bâtiment 2017 :
http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/rapport_batiment_2016.pdf
- EnR 2017 :
http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/rapport_enr_2016.pdf
- Rapport complet 2016 : <http://www.ademe.fr/marches-emplois-lies-a-lefficacite-energetique-energies-renouvelables-situation-2013-2014-perspectives-a-court-terme>

Travaux complets de Philippe Quirion sur le scénario négaWatt 2011-2050 :

- <https://negawatt.org/Scenario-negaWatt-emplois-et-economie-une-synergie-gagnante>

Monographies économiques de 5 territoires à énergie positive en Auvergne-Rhône-Alpes :

- <http://www.territoires-energie-positive.fr/actus/monographies-economiques-des-tepos-rhonalpins>

Lien de téléchargement de l'outil TETE et de son guide d'utilisation :

- <https://territoires-emplois.org/>

AGIR : 3 témoignages d'entreprises : PME, intermédiaire, un grand groupe.

Eclairage de ceux qui ont créé leur bureau d'étude, embauché, fait évoluer leur métier, se sont positionnés sur les marchés de la transition énergétique.

Jérôme Chardon, a créé le bureau d'études AKOE, il y a 10 ans suite à sa formation ASDER.

AKOE est un bureau d'étude thermique fluide, qualité environnementale, acoustique. Ses clients sont principalement les collectivités. Aujourd'hui, l'entreprise compte 9 personnes.

Toutes les informations sur ppe.debatpublic.fr

Parler d'emploi, c'est parler du contexte global et du contexte politique fluctuant. Au bout de 10 ans, il est regrettable de constater les perpétuels changements et la complexité des aides, des appuis techniques... On s'appuie sur les EIE pour avoir les informations. Cette grande variabilité crée une difficulté. C'est aujourd'hui compliqué d'avoir une visibilité pour nos entreprises. La dissonance entre le discours politique et sa traduction dans le réel est violente. Nous devons porter les messages de la transition énergétique avec de la conviction et de l'envie. On agit à notre niveau local et on a envie d'agir. On ne le fait pas pour l'argent. Il y a pourtant des plans qui sortent mais la réalité c'est la complexité. On se pose encore la question, même après 10 ans, de où est ce qu'on va avec nos structures et comment on peut aider nos clients et maîtres d'ouvrage ?

Garry Germany : Rosaz Energie, métier de service et d'installation électrique

40 salariés aujourd'hui.

Garry Germany a repris la société de 4 salariés en 2006 avec la volonté de développer ses services. 2006 était propice pour le photovoltaïque. L'entreprise s'est développée jusqu'à atteindre 40 salariés en 2012. L'entreprise avait alors un chiffre d'affaire de 5 M€ dont 2.5 M€ pour le PV. Avec le moratoire, en 1 an et demi, le chiffre d'affaire sur le PV a baissé et est passé à 400 k€.

On a tenu bon jusqu'à aujourd'hui en développant notamment le solaire thermique. Aujourd'hui, le PV reprend et atteint cette année 1.5 M€ de chiffre d'affaires. On embauche en ce moment.

Francis Audigier : EDF Energies nouvelles Auvergne Rhône Alpes

Parcours personnel : formation ASDER en 1998 puis embauché à la mairie de Castres comme agent de développement des EnR. Puis création d'une entreprise d'installation de solaire thermique puis d'éolien en 2001. Absorbée par une plus grosse entreprise, puis par EDF Energies nouvelles.

EDF Energie nouvelles a une agence régionale à Lyon sur PV et éolien. Elle compte 7 personnes actuellement et est dans une dynamique de recrutement.

Le développement de projet c'est local. Les élus locaux sont en première ligne sur la défense du projet avec le lien avec les citoyens. Plus de la moitié du temps de travail est passé en concertation. Ces projets doivent profiter au territoire en termes d'emplois et d'activité économique.

Pour cela les marchés de travaux intègrent des critères de bilan carbone pour favoriser les entreprises locales dans le strict respect de la réglementation avec également des critères d'insertion sociale par l'emploi. Exemple : l'inauguration du parc éolien de la montagne ardéchoise. Avec la fédération BTP, nous avons identifié les compétences locales permettant de répondre au marché de travaux proposés. La fédé du BTP nous a mis en relation avec le GIEC (Groupement d'Employeur) permettant de faire de l'insertion par l'emploi (plus de 10 000h sur ce chantier).

Ce parc de 73 MW, c'est 9 M€ de marchés de travaux attribués dans un rayon de 60 km autour du chantier et 10 000h d'insertion par l'emploi. 100 ETP en permanence pendant la phase chantier. Le chantier terminé, une base de maintenance a été créée avec : 8 à 10 emplois en CDI. Sur un territoire rural, pas très attractif d'un point de vue économique, ça permet de conserver et développer une activité.

EDF Energie nouvelles se focalise uniquement sur l'électricité renouvelable, Dalkia travaille sur les chaufferies bois et l'hydroélectricité.

GOUVERNER : Après ces retours d'entreprises, qu'en disent les élus ? Quels enjeux et quelles actions possibles pour les territoires ?

Jacques Pallas, maire de Saint Georges sur Arnon (36)

St Georges sur Arnon est en région Centre Val de Loire sur un département pauvre.

Maire depuis 1996. Aujourd'hui la commune compte 636 habitants avec 19 éoliennes. Commune 2400 ha.

Les richesses que nous avons, nous les gardons.

Janvier 2005 : on a choisi de développer un parc de 19 éoliennes (dont 14 sur la commune) et 46 MW sur la base de l'avenir de la planète. Depuis janvier 2005, on n'a pas arrêté de s'occuper de cela. Ce premier parc est entré en fonctionnement en 2009. Un centre de maintenance a été créé avec 16 emplois.

Recettes fiscales : 1MW de production installé génère 11 000€ de recette fiscale : 20 % pour la commune, 50 % pour l'intercommunalité, 30 % pour département. Ca a permis de l'investissement dans des bâtiments, des emplois communaux, le renforcement des espaces verts. On s'est appuyé sur un projet de développement des EnR (éolien) pour avancer sur le reste : bâtiments communaux... Ces ressources ont permis de compenser les baisses de dotation d'état et de compensation de la taxe professionnelle.

Depuis 2017, un deuxième parc est en cours avec 11 machines, 27MW. Sur les 11 éoliennes, nous avons acheté 7 machines avec une SEM.

Le schéma régional climat air énergie prévoit 500 MW d'éolien à construire soit 418 M€ et aujourd'hui nous en sommes à 286 M€.

Pour les emplois locaux prévus dans le département de l'Indre pour les objectifs 2007/2020 TEPCV (115 éoliennes)*, la phase développement prévoit 17 emplois pendant 7 ans, la construction : 353 emplois pendant 1 à 5 ans, la maintenance : 35 emplois pendant 20 ans. [*Source : FEE, étude Emplois locaux générés sur un parc de 13 éoliennes].

Luc Berthoud – Maire de la Motte-Servolex et vice président Grand Chambéry

On partage beaucoup de choses dites par notre collègue.

On est un territoire labellisé TEPOS, c'est un programme ambitieux avec Grand Anney, Grand Chambéry et désormais le Grand Lac.

But : diminuer par 2 la consommation d'énergie et couvrir les besoins par des EnR d'ici 2050.

Moyens : des phases quinquennales avec des outils de mesure.

A La Motte-Servolex, commune de 3000 ha : 1000ha agricole, 1000 ha forêt, 1000 ha emploi et habitat

Projet solaire pour une école : l'école Lamartine : implantation solaire → choix de prendre une entreprise 30 000 € + cher sur 150 000 € pour avoir des cellules de Photowatt de Bourgoin Jallieu et les travaux d'installation réalisés par les Techniciens du Solaire du Bourget du Lac. On a cherché à développer et pérenniser notre emploi local.

La Plateforme de rénovation du bâtiment, Mon Pass'Renov a un objectif de 1000 logements rénovés par an en lien très étroit avec l'ASDER pour impulser le dispositif. La rénovation des logements et des bâtiments tertiaires devraient créer 700 ETP sur le département et une centaine sur les départements limitrophes.

CHOISIR (REAGIR) : Comment réagissent les institutions de l'emploi ?

Françoise Rolland : Chargée de mission emploi-formation à la Maison de l'Emploi de Lyon

Je parle aussi au nom des autres maisons de l'emploi soutenues par l'ADEME : Ardèche méridionale, Pays voironnais sud Grésivaudan.

Depuis 2011 nous sommes soutenus par l'ADEME pour développer des actions de promotion et de formation en faveur de la transition énergétique :

- Promotion des métiers de la croissance verte : construction d'outil en lien avec les employeurs, les organismes de formation pour suivre les évolutions de l'emploi notamment sur la filière du bâtiment. Nous faisons la promotion des métiers techniques (conception, exploitation et maintenance) mais également des métiers d'accompagnement et de conseil (EIE ...). On fait de l'aide aux reconversions professionnelles en donnant de l'information sur les métiers, les compétences et les parcours de formation. On a construit un répertoire :

métiers de la croissance verte, et développé des supports vidéo avec les professionnels en situation

- En 2011, on s'est rendu compte que des demandeurs d'emplois avaient de bons potentiels mais n'avaient pas les compétences pour répondre aux marchés. On a interrogé les entreprises du bâtiment sur leurs besoins à venir : besoins de professionnels polyvalents (étanchéité à l'air, à l'eau, de la pose de l'isolant par l'extérieur, matériaux biosourcés...). On a construit un parcours de formation en fonction des besoins indiqués par les entreprises. Depuis, 8 sessions de formation ont eu lieu.
- La formation est également orientée vers les professionnels en activité. Actuellement, montage d'un programme BACCARA de formation en situation de travail pour les professionnels du bâtiment. On utilise un marché pour apporter des compétences nouvelles complémentaires aux entreprises (matériaux biosourcés, étanchéité à l'air, pratiques collaboratives...). On part des compétences attendues, on regarde ce qui existe, on organise les parcours de formation et on fait la promotion des métiers de la transition énergétique.

CHOISIR (REAGIR) : Pour terminer ce tour de table, regard des organismes de formation du territoire. Que proposent-ils pour répondre aux enjeux ?

Marina Ferrari : présidente d'INES Plateforme Formation, maire adjointe à Aix les bains, conseillère départementale.

L'INES a été créé il y a plus de 10 ans maintenant à l'initiative du département de la Savoie, de la région et du CEA. Sont venus rejoindre l'aventure, le CNRS et l'Université de Savoie. Aujourd'hui, c'est un pilier recherche (350 personnes) et un pilier formation (25 personnes).

La plateforme formation ambitionne d'être le centre national de formation sur le solaire. Aujourd'hui, plus de 35 % de l'activité se fait à l'international.

1000 personnes formées/an sur la plateforme. Plus de 12000 personnes formées depuis le début. Formation continue avec 60 formations au catalogue + de l'intra à la carte. Développement d'un réseau avec la formation initiale (Université de Savoie et ENSAM). Centre de ressource numérique avec 400 modules de formation. Développement de logiciel CalSOL permettant le suivi des installations. 500 installations de solaire thermiques sont suivies en accompagnement notamment des bailleurs sociaux.

L'INES agit aussi sur le Faire Savoir : organisation de colloques: intersolar à Munich ; les midis de l'INES permettant de vulgariser les connaissances autour du solaire, des colloques sur les réseaux de chaleur

On travaille beaucoup en partenariat avec l'ASDER. On est toujours plus intelligent en travaillant ensemble pour proposer des réponses complètes.

On a également la volonté de former les élus : création de 2 formations : le solaire pour les collectivités, formation sur l'architecture pour intégrer le solaire dans les rénovations en lien avec le CAUE.

Laure VORON, codirectrice de l'ASDER, centre de formation depuis 30 ans sur l'énergie et le bâtiment durable.

Dans le secteur du bâtiment, les besoins identifiés sont :

- Faire évoluer les métiers de chantier : Pour cela nous avons développé la formation Chef d'équipe de la performance énergétique du bâtiment. Très calée sur l'enveloppe pour les rénovations performantes.

-Former les professionnels en activité avec pour cible les entreprises et notamment les entreprises savoyardes. Citons deux exemples :

Sur le territoire Cœur de Savoie : mise en place des formations-action DOREMI pour proposer de la rénovation BBC en une seule étape,

Sur Grand Chambéry : formation des syndicats de copropriété.

Au-delà de la Savoie : le MOOC rénovation performante a permis de former 15000 personnes en 1.5 ans. Toute la chaîne d'acteurs autour d'un projet de rénovation est représentée dans ces 15000 personnes.

Les formations pour l'ADEME à destination des nouveaux Conseillers en Energie Partagée et Conseillers Info Energie : l'expérience de l'ASDER nous a permis d'être sélectionnés par l'ADEME pour former au niveau national.

La formation Chargé de projet, qui fête ses 30 ans aujourd'hui, c'est plus de 1200 diplômés exerçant en France entière : 30 % en collectivité (TEPOS, plan climat), 30 % en Espace Info Energie, 20 % en bureau d'étude et 10 % en entreprises, 10 % divers. Formation reconnue certifiante, inscrite au Répertoire National de la Certification Professionnelle. Nous avons développé un réseau de partenaires organismes de formation à St Etienne, en Mayenne, à Toulouse.

L'avenir : Les demandes du marché de l'emploi évoluent. Pour s'adapter, on s'appuie sur la complémentarité de nos activités « accompagnement technique » et « formation ». On s'appuie sur les réseaux : le cluster et le Cler réseau pour la transition énergétique.

Aujourd'hui on a besoin du soutien de nos financeurs historiques. La Région a toujours financé une douzaine de places de formation pour les demandeurs d'emploi. Mais le problème est que nous n'avons pas de visibilité même à court terme. En mai, nous sommes toujours dans l'attente de savoir ce qui va se passer en 2019. Nous ne savons pas si nous aurons des financements pour les demandeurs d'emploi pour nos prochaines sessions. En conclusion, on a prouvé aujourd'hui que ces formations débouchent sur des emplois, des emplois qui ont du sens, de l'avenir, qui sont utiles pour la transition énergétique.... Donc il faut nous soutenir.

Réactions des intervenants

Luc Berthoud : Les emplois de chargés de mission TEPOS permettent de dynamiser et de faire naître des projets qui vont ensuite vivre d'eux-mêmes. Les collectivités ont besoin de financement là-dessus.

Jérôme Chardon : On sait tous que ce sont des combats collectifs. Il faut que toutes les strates soient cohérentes. On a la chance d'avoir des territoires qui ont de la force, de la conviction.

Marina Ferrari : Il y a une marche entre la volonté politique et la faisabilité. Un changement de paradigme est nécessaire : il faut réinventer le modèle. Face aux baisses des dotations de l'état, il y a d'autres moyens de développer des choses sur la commune. Il doit y avoir une prise de conscience des élus locaux. Je peux investir pour retrouver un revenu. Comment faire remonter dans les couloirs de décision ? Je crois beaucoup aux expériences locales. Il faut savoir saisir les opportunités et en faire une force d'exemple et ça monte.

Anne Riahle : On note le problème de la continuité des politiques dans le temps. Il faut le faire remonter au niveau national. Ce sont des métiers passions. Nous ne devons pas négliger de montrer nos réussites. Il y a aussi des questions de lobby. Nous sommes des petits acteurs de terrain. On manque de relais. Les élus peuvent (doivent !) avoir ce rôle.

Luc Berthoud : Frappé par l'invitation reçue en juillet 2016 : le ministère de l'environnement demande à La Motte Servolex de témoigner, 15 jours après, c'est l'Elysée qui demande de venir témoigner. Les réseaux TEPOS donnaient l'avantage de faire émerger ce qui se passe au niveau des territoires.

Jacques Pallas : Critique à l'encontre des élus : dans chaque région il y a un Schéma Régional de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). On sait ce qu'il faut faire mais il n'y a pas de déclinaison locale. C'est un problème des élus. On n'a pas besoin d'autres lois : appliquons ce que nous avons déjà.

Les richesses du 21^e siècle, elles sont sur les territoires. Il faut préparer les élections de 2020 en ce sens.

Réactions de la salle

Yohann Beaudoin, ancien stagiaire formation ASDER de chargé de projet, actuellement salarié dans le bureau d'études Enertech : On pourrait faire remonter les envies par rapport à la formation et à l'emploi -> faire sortir des idées directrices unitaires des centres de formation.

François Vallet, adhérent de l'ASDER et anti nucléaire : La mise en place des éoliennes permet de réduire la production de déchets : c'est faux. Les centrales tournent. Qu'auriez-vous fait si EDF était venu implanter une centrale nucléaire sur votre commune ? Qu'êtes-vous prêts à faire pour mettre la mise à l'arrêt définitif de la centrale du Bugey ?

Jacques Pallas : Il faut stopper le nucléaire. Néanmoins le parc éolien évite des tonnes de CO2. Les chiffres viennent d'EDF. Aujourd'hui il y a 15 000 emplois dans la filière Eolien au niveau national. Des éoliennes à fabriquer en France.

Luc Berthoud : De l'emploi oui, à tout prix. L'enjeu est de voir comment on les ferme ces centrales.

Sébastien Boucher, ancien stagiaire et gérant d'entreprise de maintenance d'installations solaires et bois : Pensez aux militants lanceurs d'alerte qui sont en prison pour dénoncer les centrales nucléaires. Pour le solaire thermique : depuis 2014, le solaire thermique, c'est - 30 % tous les ans. Le premier constructeur en France de solaire thermique, Clipsol, était savoyard, ce qui a donné l'INES. Clipsol a été détruit à la pelle mécanique. Toutes les communes de Savoie ont des capteurs Clipsol : comment sauver les installations solaires installées en Clipsol ? Les élus ont laissé faire.

Marina Ferrari : Les élus aixois ont été présents auprès de la famille Jean. Ce n'est pas le rôle de la commune de racheter l'usine. Nous travaillons sur un plan de revitalisation pour reclasser les salariés. Ce ne sera pas dans le solaire et on le déplore. Clipsol, c'était un emblème. Ça fait partie des conséquences d'après le moratoire. C'était 190 emplois. Ça ne nous fait pas rigoler.

Les chiffres de la PPE solaire pourrait produire 25 000 emplois (PV et solaire thermique). Le thermique c'est très difficile en ce moment mais le solaire thermique collectif doit avoir un bel avenir avec les bailleurs sociaux. Il y a une reprise de manière régulière permettant au marché d'atteindre un rythme de croisière. On a pris beaucoup de retard. Il faut sensibiliser et se bouger.

Bruno Fournier, journaliste Bâtiment Rhône Alpes. A Gilly sur Isère se fabriquent des éoliennes dans l'usine Poma qui se heurtent à des projets qui n'aboutissent pas pour des raisons réglementaires.

Françoise Rolland : Poma se diversifie en agissant sur l'éolien. C'est un exemple intéressant. On travaille beaucoup sur la question du transfert de compétence. C'est la formation tout au long de la vie.

Laure Voron : Avec les centres de formation et les maisons de l'emploi : on sait faire des transitions professionnelles. Les freins au développement de filières ne se situent pas au niveau des compétences mais ils sont plutôt juridiques et politiques.

Jérôme Chardon : Les anciens et les nouveaux métiers se nourrissent bien. La formation ASDER forme aux nouveaux métiers. Et il y a également les anciens métiers CVC (Chauffage, Ventilation, Climatisation) qu'il faut maîtriser. La personne qui fait la conception doit comprendre le fonctionnement des installations en place : des ingénieurs CVC il en manque. Ces profils sont nécessaires. On a besoin d'électriciens qui comprennent ce qui est déjà installé et qui savent ce qu'il faut faire évoluer.

Marina Ferrarri : On a la possibilité pour des entreprises d'ouvrir de nouveaux marchés vers la transition énergétique. Incubation de l'INES : une entreprise qui se spécialise sur des modules PV très légers pour aller sur des tentes militaires en campagne. On a des pépites, des labos de recherches à disposition des entreprises.

Francis Audiger : On remarque la difficulté des industriels à rester en France : l'exemple de POMA montre que c'est compliqué de développer un projet éolien en France. Sur le domaine PV, Photowatt a été lourdement impacté par la politique « Stop and go » du gouvernement. L'entreprise et l'emploi local sont l'essence des énergies renouvelables.

Didier Chomaz, salarié de l'ASDER : Réaction sur la filière solaire thermique : la filière est en train de rebondir. Elle a traversé des années difficiles mais des innovations techniques sont là (solaire thermique sur réseau de chaleur, chauffage solaire). Avec notamment l'entreprise Solisart (située à La Ravoire), on va être en mesure de proposer des installations de chauffage solaire jusqu'à 26 logements. Il y a du positif.

Olivier Pyot, couvreur zingueur, VP CAPEB Isère : pour nos entreprises, il manque de la visibilité sur la charge de travail. Localement, on a chacun notre part à jouer dans un cadre sur le long terme, le côté diversification des compétences et développement de solutions pour la rénovation énergétique est important mais sans visibilité, on ne peut pas vraiment se développer.

Jérôme Chardon : Intervention sur le Building Information Modelling -> On a formé en interne des gens à ces métiers, on a adapté nos outils informatiques pour faire de la modélisation 3D. Il n'y a pas eu de traduction de la réglementation. Si on décide d'y aller, on y va. Si on décide de ne pas y aller, on n'y va pas. On a besoin de savoir ce qu'on va faire sur le BIM. Il y a eu des investissements forts sur le BIM mais pas eu de marchés derrière. Le BIM est très intéressant pour la rénovation sur des gros projets.

Garry Germany : J'ai formé 2 dessinateurs au BIM. 3 mois après la fin de la formation, ils n'étaient plus chez moi. On est censé gagner en productivité mais ce n'est pas encore le cas. Messieurs et madame les élus continuez à vous former pour que les EnR ne soient pas la variable d'ajustement des projets.

Jacques Pallas : Il y a un problème de financement. Qu'est-ce qu'on fait des recettes fiscales des EnR ? créer une SEM permet un fond d'investissement considérable.

Daniel Bouchet VP Asder : Sur le BIM : c'est un outil de gestion du patrimoine. Sur les marchés à venir, la région demande des compétences BIM. Il faut derrière être capable de l'utiliser. L'alchimie des appels d'offres : l'attribution des marchés se fait suivant les critères d'attribution : Prix, qualité, bilan carbone (regarder ce qui est calculé).

Anne Rialhe : On a un manque de visibilité sur les politiques énergétiques. Ce serait intéressant de voir ce qui a été dit dans le passé. Regarder concrètement comment ça peut progresser. On doit avoir une continuité dans les politiques : exemple de la Suisse où le label Cite de l'énergie existe

depuis 30 ans.

Autres

Les échanges se sont-ils portés ensuite sur des questions plus globales du débat public sur la Programmation pluriannuelle de l'énergie ? Voir le livret d'accueil et le questionnaire du débat

Quelles ont été ces questions ? Sur chacune de ces questions, quels ont été les points de vue exprimés ? Quelles sont celles qui semblaient faire consensus ou dissensus ? Quelles sont celles sur lesquelles vous avez senti une majorité claire ? Un certain équilibre entre les participants ? Une tension forte ? Avez-vous noté une (ou plusieurs) intervention(s) particulièrement marquante(s) ? (citations)

Comprendre

Agir

Choisir

Gouverner

Autres

Oui, pour une sortie rapide du nucléaire

4/ Evaluation de la portée et des résultats de l'évènement

Pensez-vous que les participants sortent de l'évènement avec une vision plus claire des enjeux centraux de la PPE ? Sur quels points ? Vos commentaires :

Pensez-vous que des arguments échangés ont permis de faire évoluer les participants ? Sur quels points ? Vos commentaires :

D'après vous quels sont les différents messages envoyés par les participants au gouvernement dans le cadre de l'élaboration de la PPE ? Lister et détailler ces points.

- Souhait d'avoir une continuité dans les politiques de soutien au développement des filières rénovation énergétiques et EnR,
- Demande d'alléger les démarches administrative pour faciliter le développement de projets EnR,
- Soutenir les formations des personnes en transition professionnelle et des professionnels en activité,
- Veillez à contrôler les entreprises qui emploient des travailleurs détachés : il y a beaucoup de main d'œuvre étrangère sur les chantiers, sous-payée, voire exploitée.

D'autres messages ont-ils été envoyés à d'autres acteurs publics ou privés ? Lesquels ?

5/ Espace complémentaire d'expression